

Obs'COP 2021

OBSERVATOIRE INTERNATIONAL CLIMAT ET OPINIONS PUBLIQUES

Le baromètre de la perception du changement climatique dans 30 pays

Pour la troisième année consécutive, EDF et Ipsos ont réalisé une enquête dans 30 pays sur la perception par les opinions publiques du changement climatique : son urgence perçue, ses manifestations réelles, les mesures acceptables pour lutter contre lui et les gestes que les populations sont prêtes à faire. L'enquête a été réalisée du 30 août au 21 septembre 2021 auprès de 24 000 personnes âgées de 16 ans et plus.

1. Malgré la pression sur le pouvoir d'achat à l'échelle mondiale, un virage environnemental de l'économie demeure une option souhaitable

Ni relégué, ni prioritaire : l'environnement concurrencé par le quotidien

Alors que la pandémie de Covid marquait une accalmie début septembre au moment de l'enquête, l'économie faisait son retour, partout dans le monde, poussée par la flambée des prix des matières premières, de l'énergie et de l'alimentation. À l'échelle mondiale, la question du **coût de la vie** se hisse cette année à la première place du classement des priorités (52%, + 5 points), à égalité avec le Covid, qui régresse de 7 points¹ (Tab. 1). Le pouvoir d'achat s'est particulièrement imposé en Espagne, Allemagne, Canada, Chine, Turquie...

La pauvreté arrive en 3^e position (47%, + 2 points) et le système de santé en 4^e (43%, =) : la tonalité des préoccupations actuelles est clairement **économique et sociale**.

L'environnement n'arrive que dans un second temps à 41%, un score appréciable si on considère qu'il égale, voire dépasse, des inquiétudes aiguës comme le chômage ou la délinquance. On peut aussi constater que l'épidémie de Covid n'a pas déclassé l'enjeu environnemental.

Mais avec 59% des interviewés qui ne choisissent pas cet item, on peut dire aussi que **six habitants de la planète sur dix ne sont pas réellement mobilisés par cet enjeu²**, alors que, dans le même temps, 56% d'entre eux ont le sentiment de vivre dans un environnement dégradé. On voit donc à quel point l'environnement, enjeu de long terme, est régulièrement concurrencé par des priorités de court terme, néanmoins vitales : la crise sanitaire, aujourd'hui le pouvoir d'achat qui peut être un enjeu de subsistance dans certains cas. D'ailleurs, si l'environnement est le 3^{ème} enjeu prioritaire pour les personnes à haut revenu (47%), **il n'est que 8^{ème} pour les populations à faible revenu (36%)**, pour qui la priorité reste la pauvreté et le chômage.

L'Amérique du Sud et l'Europe, avec notamment l'Espagne et la France (54% et 50%), sont les zones géographiques les plus mobilisées pour l'environnement, au contraire de l'Asie (39%) et surtout, des pays d'Afrique et du Moyen-Orient (30%). L'environnement reste peu cité au Japon (28%), États-Unis (33%), Pologne (37%), Norvège (39%) et en Australie (40%). Autre constat à l'échelle mondiale : **les plus de 65 ans se montrent plus sensibles à l'environnement que les plus jeunes (mais c'est l'inverse en Europe)**.

¹ L'enquête a été réalisée avant la 5^{ème} vague de l'épidémie.

² Précisons que les interviewés avaient la possibilité de choisir autant de thématiques qu'ils le souhaitaient.

Tab. 1 - Les sujets les plus préoccupants en 2021 (Monde - septembre)



Priorité à l'environnement ou à la croissance : un choix difficile, mais qui bénéficie tout de même à l'environnement

Une question propose aux interviewés **un dilemme entre deux options de politique économique**. La première est d'inspiration écologiste (« on devrait donner la priorité à l'environnement même si cela peut ralentir la croissance économique de votre pays et faire perdre des emplois ») ; l'autre est d'essence libérale ou classique (« privilégier la croissance économique et [les] emplois même si cela peut avoir des conséquences néfastes pour l'environnement »).

Les résultats à l'échelle mondiale produisent **une courte majorité de 50% en faveur de l'environnement**, contre 35% en faveur de la croissance, tandis qu'une personne sur six (15%) refuse de prendre position. L'impératif environnemental semble donc s'être imposé, même si l'on remarque des disparités importantes :

- **entre pays**, signe que ce choix n'a pas le même sens partout. Ainsi l'environnement surclasse très nettement la croissance dans tous les pays d'Amérique du Sud, en Turquie et en Chine. À l'inverse, les pays d'Afrique, ainsi que le Japon et l'Indonésie, défendent ardemment la croissance.
- **entre les milieux sociaux**, ce qui n'est pas une surprise : plus on est de milieu social et de niveau d'éducation élevés, plus on choisit l'environnement.

En revanche, contrairement aux idées reçues, **les jeunes ne sont pas plus pro-environnement ou décroissants que leurs aînés** à l'échelle mondiale, mais ils le sont nettement plus en Europe.

En réalité, en Europe et aux États-Unis, où la question a été posée, c'est **la préférence partisane** qui s'avère la plus explicative, les sympathisants de gauche et écologistes étant les plus pro-environnement, tandis que ceux de droite choisissent la croissance. Aux États-Unis, le clivage démocrates / républicains est très structurant sur cette question.

Tab. 2 - Priorité à l'environnement ou à la croissance, selon la préférence partisane (Europe / USA)

	Priorité Environnement	Priorité Croissance économique	NSP
Europe	49	33	18
Gauche	61	23	16
Verts	85	8	7
Centre	52	33	15
Droite	38	45	17
Ne se classe pas ou autre	46	26	27
États-Unis	46	39	15
Démocrates	61	28	11
Républicains	22	64	13
Indépendants	50	37	13
Ne se classe pas ou autre	43	20	37

L'environnement n'est pas l'ennemi de l'emploi – des Européens plus réservés

Une des raisons qui explique le relatif soutien à la priorité environnementale, mais aussi la difficulté à trancher dans certains cas, est **l'absence de crainte de destruction d'emploi si l'on verdit l'économie** : seuls 23% le redoutent, tandis que 36% pensent au contraire que ce changement serait bénéfique à l'emploi.

En Amérique du Sud, c'est la clé du soutien à un virage écologique : seuls 12% redoutent des destructions d'emploi et 41% espèrent des créations. En Chine et en Corée du Sud, on assiste même à un civisme exemplaire : ceux qui pensent qu'un virage écologique nuirait aux emplois sont tout de même nombreux à souhaiter cette orientation ! (respectivement 53% en Chine et 42% en Corée du Sud)

L'opposition entre environnement et croissance est donc relativement dédramatisée, notamment dans les pays du Sud, mais aussi aux États-Unis, qui croient en la possibilité d'une croissance verte, non nuisible aux emplois (40%). L'Europe est plus partagée (29% création, 27% destruction), sans doute un héritage de sa culture industrielle.

2. Face au changement climatique, l'inquiétude progresse, mais le scepticisme aussi

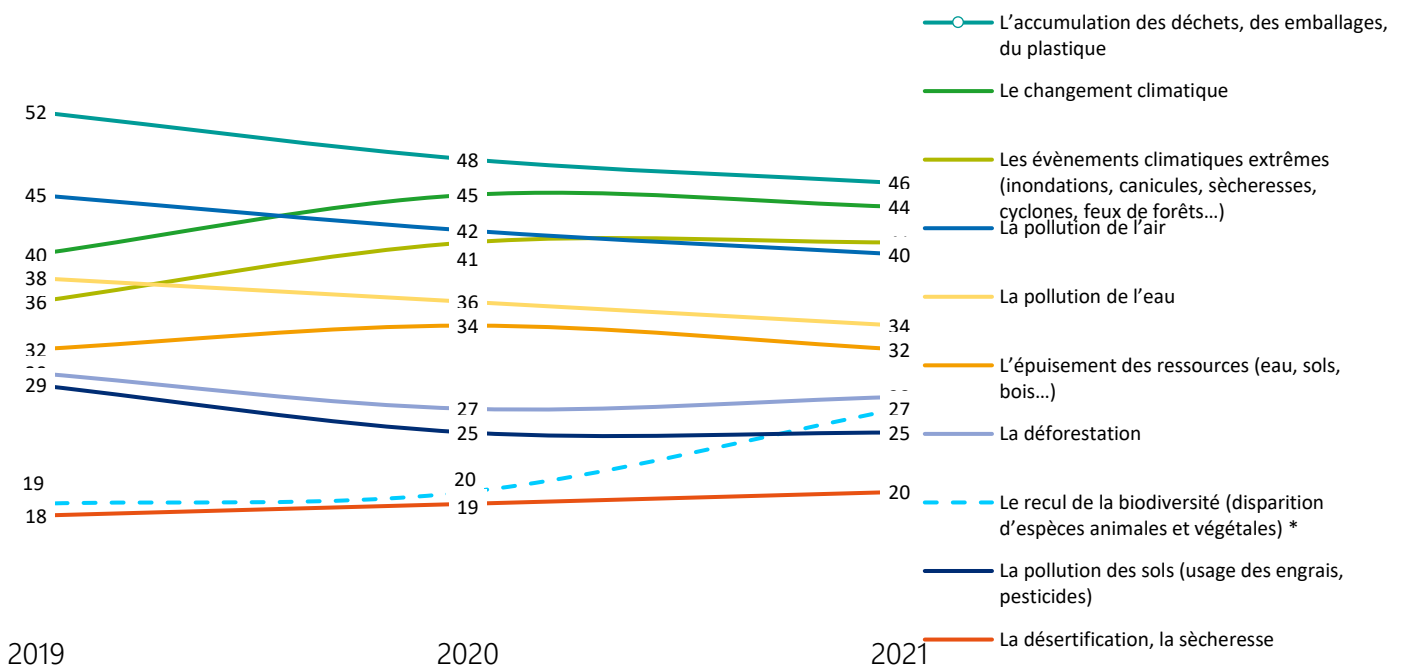
Le climat inquiète largement, et suscite même colère et démoralisation

La question climatique s'impose peu à peu parmi les enjeux environnementaux majeurs, **mais il n'est pas encore en tête**. La question des déchets, des emballages et du plastique demeure l'inquiétude la plus partagée (46%), notamment dans les pays du Sud ; mais son score a reculé de 6 points depuis 2019, année d'une forte médiatisation de la pollution par le plastique (Tab. 3).

De son côté, **le changement climatique a progressé de 4 points sur la même période**, même si on n'enregistre pas de progrès cette année. C'est d'autant plus étonnant pour les « événements climatiques extrêmes », qui ont nettement progressés entre 2019 et 2020 (+ 5 points), mais pas cette année. Au total, on peut parler aujourd'hui d'un **quatuor des menaces écologiques**, citées chacune entre 40% et 46% : déchets, climat, catastrophes, pollution³.

Tab. 3 - La hiérarchie des préoccupations environnementales en 2021

Q. Quels sont, parmi la liste suivante, les problèmes liés à l'environnement que vous jugez les plus préoccupants dans votre pays ?



* Évolution à interpréter avec prudence. L'année dernière, l'item était formulé de la manière suivante: « Le recul de la biodiversité » [sans précision]

Les catastrophes climatiques de 2020 ont tout de même fait leur office dans les pays les plus concernés par ces événements extrêmes, avec une progression sensible de leur évocation par rapport à 2020 au Canada (53%, + 5 points), en Allemagne (49%, + 5 points) et en Belgique (49%, + 6 points) – mais pas en Australie.

³ La présence de deux items portant sur le climat s'explique par le fait que nous voulions que les gens qui sont sensibles aux catastrophes, mais qui ne sont pas convaincus par le changement climatique ou qui ne font pas le lien entre les deux, puissent s'exprimer.

Près des trois quarts de la population mondiale est inquiète (72%), toutes générations confondues, même parmi les climato-sceptiques (50% d'entre eux se disent inquiets), et les femmes un peu plus que les hommes (75% contre 68%).

Mise à part cette inquiétude, qui concerne la plus grande partie de la population, mais qui peut être ressentie à des intensités diverses, on distingue quatre types d'attitudes :

- Positifs (optimistes ou confiants) : 33%
- Neutres (indifférents, sceptiques ou sans réponse) : 32%
- En colère : 30%
- Démoralisés : 26%⁴

Les personnes en colère (et aussi les démoralisés, qui ont un profil assez proche) sont les plus sensibles à l'environnement et lui donnent la priorité sur la croissance, constatent le plus les effets du changement climatique et considèrent que les entreprises et les gouvernements – surtout en Europe – n'agissent pas suffisamment. Mais ce ne sont pas forcément des activistes : ils ont signé des pétitions et boycotté des produits, mais ils n'ont pas beaucoup plus manifesté que la moyenne. Et ils ne sont pas nettement plus engagés dans les gestes du quotidien.

Le profil générationnel des personnes en colère n'est pas très marqué et il serait en tout cas abusif de décrire les jeunes classes d'âge comme une « **génération en colère** », en tout cas à l'échelle mondiale. 33% des moins de 25 ans le sont contre 30% des plus de 45 ans, soit une différence faible. Les jeunes européens et américains le sont un peu plus, mais c'est bien l'inquiétude qui domine partout. Dans certains pays, la **démoralisation** est éprouvée par 40% ou plus de la population (Italie, Pologne, Turquie, Espagne). En Europe, les sympathisants écologistes et de gauche éprouvent plus souvent ce sentiment.

Et pourtant, le climato-scepticisme a plutôt progressé depuis deux ans

De fait, le changement climatique est toujours perçu comme **une réalité tangible dans la région** où vivent les répondants (77%), en particulier dans les **pays du Sud**. Il se caractérise avant tout sous la forme de canicules (phénomène le plus constaté quelle que soit la zone) et de dérèglement des saisons (en particulier en Europe).

Pourtant, le rapport de forces entre les climato-convaincus et les climato-sceptiques (66% contre 34%) a évolué à rebours de toute logique depuis deux ans : les sceptiques ont progressé de 3 points⁵. Les États-Unis, qui retrouvent leur niveau de scepticisme de 2019 après la flambée de la fin du mandat Trump, comptent toujours parmi les pays les plus climato-sceptiques au monde. En Australie et au Canada, pays marqués ces dernières années par des événements extrêmes imputables au changement climatique, la prise de conscience progresse, mais lentement : + 5 points par rapport à 2019 au Canada, + 3 points en Australie (mais encore 42% de sceptiques dans ce pays).

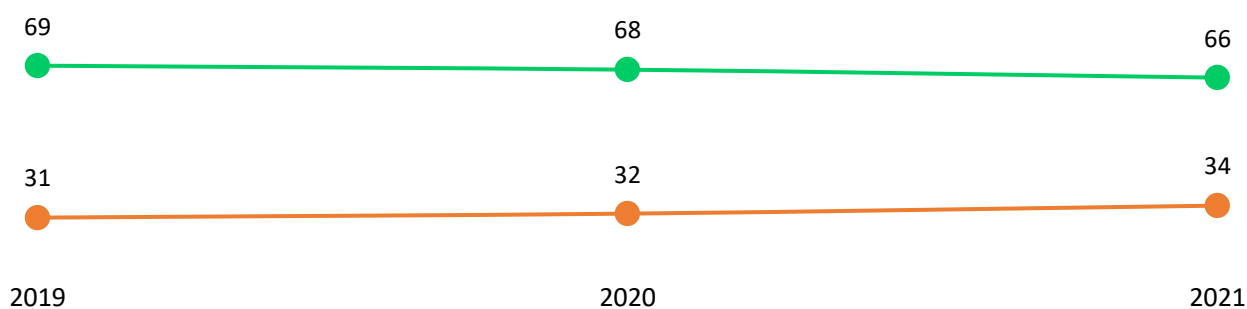
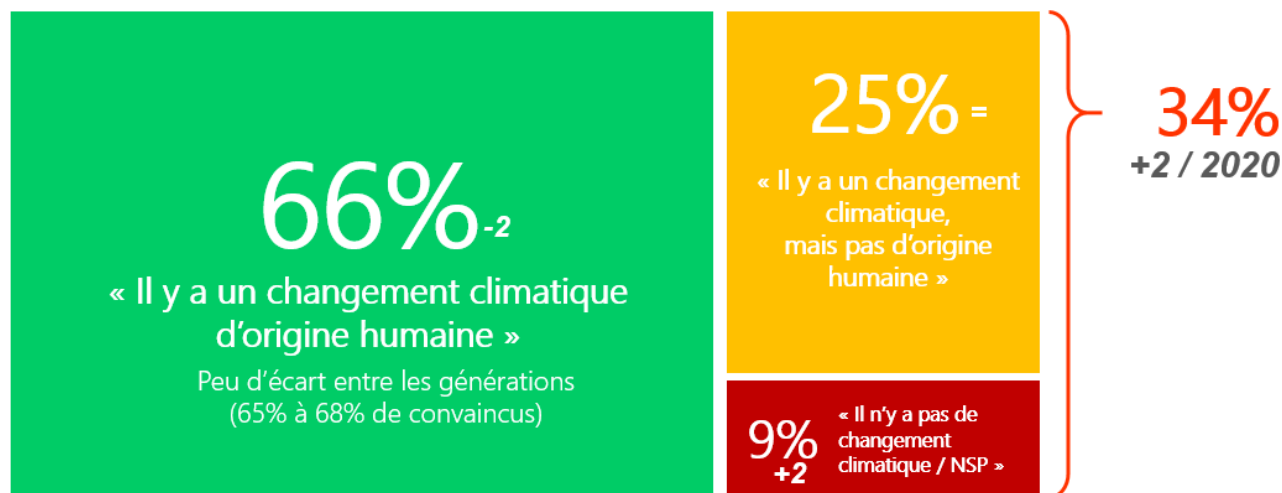
⁴ Le total est supérieur à 100% car des personnes peuvent éprouver simultanément plusieurs sentiments.

⁵ Rappelons que les climato-sceptiques tel que nous les définissons dans l'enquête sont ceux qui refusent la réalité même du changement climatique (9%) et ceux qui, sans nier cette réalité, considèrent qu'elle n'est pas d'origine humaine (25%), soit 34% de la population interrogée.

Tab. 4 - Climato-sceptiques et climato-convaincus à l'échelle mondiale en 2021

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ?

Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous : qu'il est principalement dû à l'activité humaine, qu'il est principalement dû à un phénomène naturel ou qu'on ne peut pas savoir ?



Contrairement à une idée très répandue selon laquelle la jeunesse mondiale serait à l'avant-poste de la mobilisation pour le climat, les différences de perception du changement climatique **selon les générations** restent très faibles (65% à 68% de convaincus du changement climatique selon les âges). Parmi la jeune génération, on note que ce sont les jeunes européens et les jeunes d'Amérique du Sud qui sont les plus convaincus du changement climatique (71% et 77% contre 68% des 16-24 ans en Amérique du Nord et en Asie, 58% au Moyen-Orient/Afrique), les jeunes au Moyen-Orient et en Afrique étant davantage mal informés.

Pourquoi les catastrophes climatiques ne font-elles pas reculer le climato-scepticisme ?

Dans l'enquête, les personnes déclarant avoir été confrontées à des canicules, des tempêtes ou des inondations sont plus sensibles à l'environnement, au changement climatique, et croient davantage que celui-ci est d'origine humaine.

Néanmoins, on peut être témoin de catastrophes et même considérer qu'il y a bien un changement profond du climat, **tout en niant la responsabilité de l'homme dans l'affaire**. Ce qui a des incidences directes sur l'acceptation d'un changement de mode de vie, par exemple.

Mais surtout, il est possible que les catastrophes ou événements climatiques ne soient pas des évidences pour tout le monde. On le voit avec éclat dans des pays de taille réduite où les catastrophes météorologiques touchent, par nature, la plupart des habitants : **les personnes climato-sceptiques ont deux fois moins le sentiment d'être le témoin du changement climatique que les personnes convaincues**. Ainsi en Belgique, touchée cette année par des inondations dramatiques, 73% des climato-convaincus disent voir les signes de

ce changement dans leur pays, contre seulement 36% chez les sceptiques (Tab. 5). Même phénomène en Allemagne (82% contre 41%), en France (74% contre 40%) et dans toute l'Europe (80% contre 44%), ainsi qu'en Amérique du Nord (90% contre 47%).

Et même parmi ceux qui constatent les effets du réchauffement dans leur pays, les climato-sceptiques sont significativement moins nombreux que les convaincus à avoir été confrontés à une canicule, la sécheresse, le dérèglement des saisons, etc. Autrement dit, le climato-scepticisme n'est pas qu'un problème d'information : il est une interprétation différente de la réalité, **une grille de lecture empreinte de déni**.

Tab. 5 - Perception des événements climatiques selon l'opinion sur le changement climatique – le cas de la Belgique

	Climato-convaincus	Climato-sceptiques
A déjà constaté les effets du changement climatique dans sa région		
Oui	73%	36%
Non	24%	47%
Vous ne savez pas	3%	13%
A subi ces dernières années les conséquences de désordres climatiques parmi la liste suivante :		
Tempêtes, vents forts, cyclones, etc.	26%	10%
Fortes chaleurs, hausse des températures, canicules	48%	20%
Inondations, montée des eaux	33%	15%
Assèchement de cours d'eau, de lacs, etc.	19%	6%
Dérèglement des saisons	47%	20%
Sécheresses	31%	10%
Autres	1%	
Aucun	1%	1%

3. Modes de vie : est-ce bien à nous d'agir ?

Les modes de vie font de la résistance

Face au changement climatique, deux options ont été proposées : changer de modes de vie ou faire confiance au progrès technique. La première option est choisie par la majorité, mais de peu, à 51%, tandis que 31% font le pari de l'innovation (et 10% pensent qu'on ne peut plus rien faire). **Les évolutions depuis deux ans ne vont pas dans le sens du changement** : l'option a reculé de 2 points, tandis que le pari technologique séduit davantage (+ 2 points).

Le refus d'un changement de style de vie est directement lié au climato-scepticisme, partout dans le monde. Les pays d'Amérique du Sud, champions de la mobilisation climatique, sont les plus favorables au changement de vie (68%), tandis que les pays plus climato-sceptiques comme la Norvège, les pays du Golfe ou la Chine misent davantage sur l'innovation technique ou pensent qu'on ne peut rien faire. En Europe, l'option des modes de vie est soutenue par à peine un interviewé sur deux (50%) et elle a reculé de 2 points.

« On en fait déjà beaucoup »

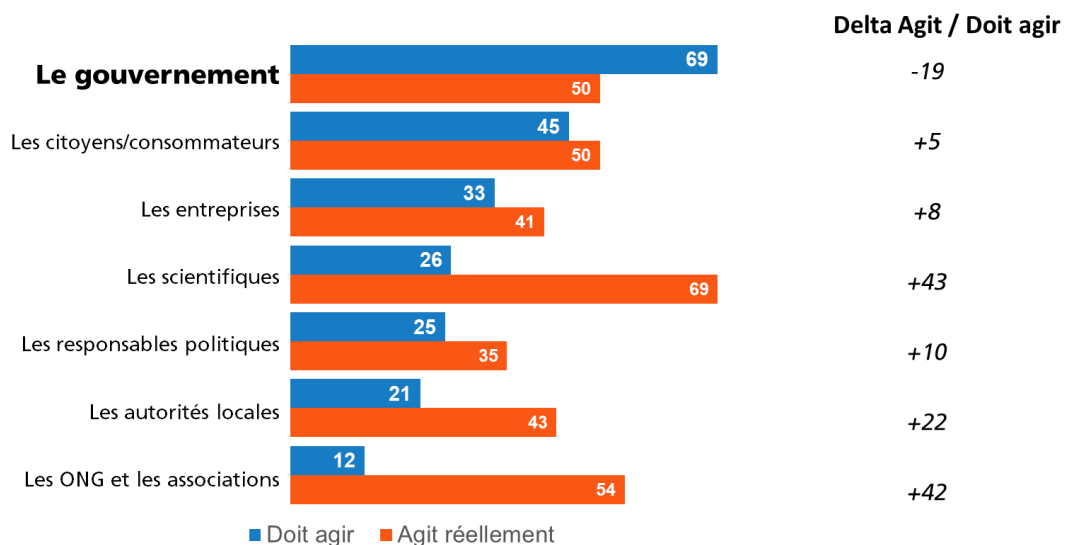
Mais il y a aussi une autre explication. Pour 69% de la population mondiale, la question climatique reste avant tout l'affaire des gouvernements (ils estiment que c'est à eux d'agir), donnant ainsi **un poids très important à la régulation**. Leurs attentes sont d'ailleurs déçues : seuls 50% pensent que leur gouvernement agit effectivement. Ce qui ne les incite pas à reporter leurs attentes sur les entreprises : seuls 33% les attendent en priorité, et 41% considèrent qu'ils agissent plutôt.

Quant aux citoyens eux-mêmes, **ils ont le sentiment de faire leur part** : 50% considèrent que les consommateurs agissent déjà à leur échelle. Conséquence : ils sont moins exigeants vis-à-vis d'eux-mêmes, et **seulement 45% estiment que c'est aux consommateurs d'agir**.

Tab. 6 - Les acteurs qui doivent agir / qui agissent réellement

Q. Selon vous, parmi la liste suivante, quels sont ceux qui doivent agir en priorité pour lutter contre le changement climatique ?

Q. Et pour chacun des mêmes acteurs, estimez-vous qu'ils agissent pour lutter contre le changement climatique dans votre pays ?



Autre frein à la mobilisation : les citoyens pensent que **leur pays fait autant-voire plus d'efforts que les autres** pour lutter contre le changement climatique (en particulier en Norvège à 79% et en Allemagne à 74%, en Chine à 90%, en Suède à 88%), ce qui neutralise le sentiment de retard ou d'exception. Même les gens en colère face à l'évolution du climat sont à peine plus critiques sur leur pays que la moyenne (38% estiment que leur pays en fait moins que les autres contre 29% en moyenne).

4. Au quotidien, les gestes les plus efficaces contre le climat progressent lentement

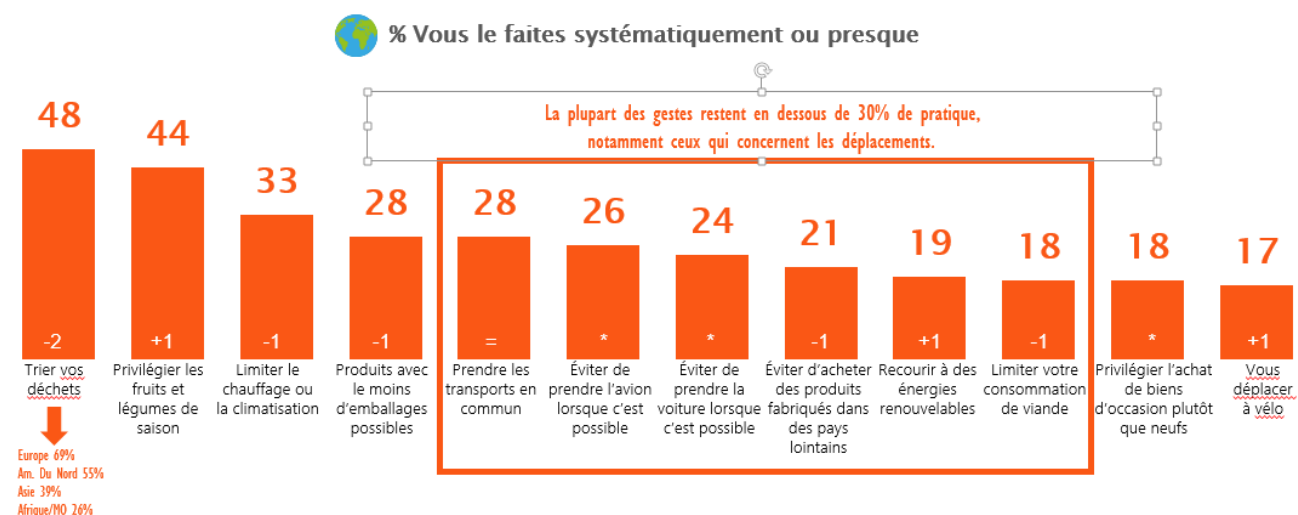
Des pratiques de consommation qui évoluent lentement

Les gestes pratiqués le plus systématiquement par la population mondiale sont **le tri des déchets** (48%) et le primat donné aux **fruits et légumes de saison** (44%)⁶. Viennent ensuite, mais à des niveaux moindre (moins d'un tiers des répondants, voir Tab. 7) la limitation du chauffage ou de la climatisation, l'attention au suremballage des produits et le fait de privilégier les transports en commun.

En revanche, lorsque l'on aborde la question des **déplacements individuels**, de la consommation de **viande** ou des **achats d'occasion**, les taux dépassent rarement 20%.

Tab. 7 - Ce que les citoyens-consommateurs font systématiquement ou presque (en %)

Q. Voici des actions individuelles qui contribuent à la lutte contre le changement climatique. Pour chacune d'entre elles, dites-moi si vous les réalisez systématiquement ou presque :



* Évolution à interpréter avec prudence. Item modifié en 2021 : ajout de « lorsque c'est possible »

Tous ces gestes contribuent peu ou prou à lutter contre le réchauffement climatique, mais avec des effets de levier très différents. Ainsi, privilégier les fruits et légumes de saison économise du transport et de la culture sous serre, mais l'effet sur la production de gaz à effets de serre est moindre que le fait de réduire sa consommation de viande. Or, cette seconde pratique est deux fois moins répandue que la première.

On peut avancer trois raisons :

- Tous ces gestes ne demandent **pas le même niveau d'effort** aux ménages selon leur situation sociale et géographique, notamment en ce qui concerne les déplacements, souvent sous contrainte (distances, absence de transport en commun) ; mais on pourrait en dire autant de la consommation de **viande**, qui répond à des modèles culturels différents selon les pays et les milieux sociaux ;
- L'enjeu climatique est concurrencé par celui des **déchets**, qui est premier dans la plupart des pays, et qui justifie une implication au quotidien en faveur du tri et contre le suremballage ;

⁶ Le tri des déchets est une pratique très occidentale : 69% des Européens et 55% des Nord-Américains le font systématiquement, contre seulement 39% en Asie et 26% en Afrique / Moyen-Orient. Sur le continent américain, la saisonnalité des fruits et légumes mobilise dans les pays du sud (57%), beaucoup moins au nord (Canada et USA) : 33%.

- Certains gestes répondent au moins autant au souci de ne pas gaspiller ou de **faire des économies**, qu'au souci climatique : ainsi du chauffage, qui n'est identifié comme contributeur important au changement climatique que par 21% (voir Tab.6), mais qui pèse sur les budgets familiaux.

Il faut tout de même souligner **des évolutions positives**. La consommation des fruits de saison gagne du terrain par rapport à 2019 (44%, + 4 points). L'intérêt frémît également pour les énergies de chauffage renouvelables (19%, + 3 points par rapport à 2019). On restera prudent dans le domaine des déplacements individuels (voiture, avion) car les items ont été légèrement modifiés entre 2020 et 2021.

En revanche, contrairement à ce que l'on voit dans les grandes villes, **la pratique quotidienne du vélo**, à l'échelle de la planète ou d'un pays comme la France, ne progresse pas (17%). Autre recul : **la consommation de viande** ne semble pas diminuer, de l'aveu même des consommateurs.

Une difficulté à identifier tout ce qui nuit réellement au climat

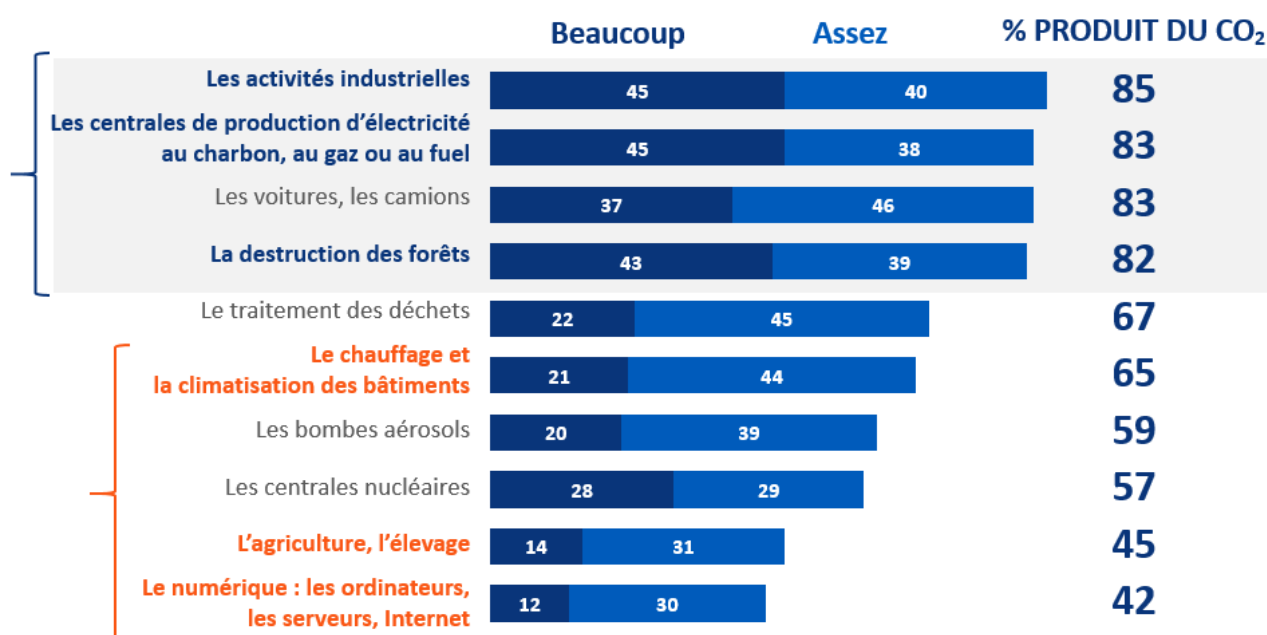
Ce décalage entre l'urgence ressentie en faveur du climat et des gestes quotidiens finalement peu efficaces repose donc, en partie, sur **un manque d'information sur les causes du changement climatique**, alors même que les individus n'ont pas conscience d'être mal informés. 71% des citoyens-consommateurs ont ainsi le sentiment de savoir ce qu'ils peuvent faire à leur niveau contre le changement climatique. 23% ont même *tout à fait* ce sentiment, notamment parmi les jeunes.

On a mentionné dans l'étude de 2020 que les émissions de CO₂, par exemple, n'étaient citées que par 62% comme cause du changement climatique, tandis que des facteurs inexacts comme la production de chaleur ou le trou de la couche d'ozone étaient encore mentionnés par respectivement 43% et 32%. En 2021, on constate que pour la très grande majorité du public, les émissions de CO₂ sont avant tout le fait de l'industrie, des centrales fossiles, de la déforestation et des transports, soit pour les trois premiers, des facteurs sur lesquels les consommateurs n'ont pas de prise directe. Le chauffage, on l'a vu, apparaît en revanche comme secondaire (Tab. 8).

Mais il y a surtout **deux secteurs qui sont très minorés : l'agriculture et le numérique**, dont les émissions dépendent directement, au moins en partie, des modes de consommation et de vie. **Ces deux secteurs ne semblent pas connectés à la question climatique**. C'est peut-être ce qui explique que la moindre consommation de viande ne progresse pas, outre des facteurs culturels et sociologiques plus complexes.

Tab. 8 - Les grandes causes d'émission de CO2 selon la population mondiale

Q. Pour chacune des activités suivantes, dites-moi si, selon vous, elle produit beaucoup, assez, peu ou pas du tout de CO2, le gaz à effet de serre qui provoque le changement climatique ?



Le climato-scepticisme est un frein à l'action quotidienne

On a parfois tendance à considérer que le climato-scepticisme est un phénomène d'arrière-garde et qu'il n'a plus de réelle influence sur les comportements, maintenant que la planète est confrontée aux signes incontestables du changement climatique. Les difficultés à accepter des contraintes environnementales seraient dues uniquement à la situation sociale des citoyens-consommateurs.

Pourtant, outre le fait, on l'a vu, que le climato-scepticisme ne recule pas vraiment à l'échelle mondiale, **cette opinion a un impact sur les comportements quotidiens**. Alors que les climato-convaincus sont 45% à avoir déjà engagé au moins 4 actions au niveau individuel, les climato-sceptiques ne sont que 29%. 28% d'entre eux ne font aucun geste, 48% parmi ceux (9%) qui nient même l'existence d'un changement climatique. On a vu plus haut que le climato-scepticisme déformait la réalité perçue des évolutions du climat. Il incite donc logiquement à refuser un changement de mode de vie : seuls 32% des sceptiques l'envisagent contre 62% des convaincus, même si on ne peut pas décrire ces personnes comme totalement indifférentes à l'environnement.

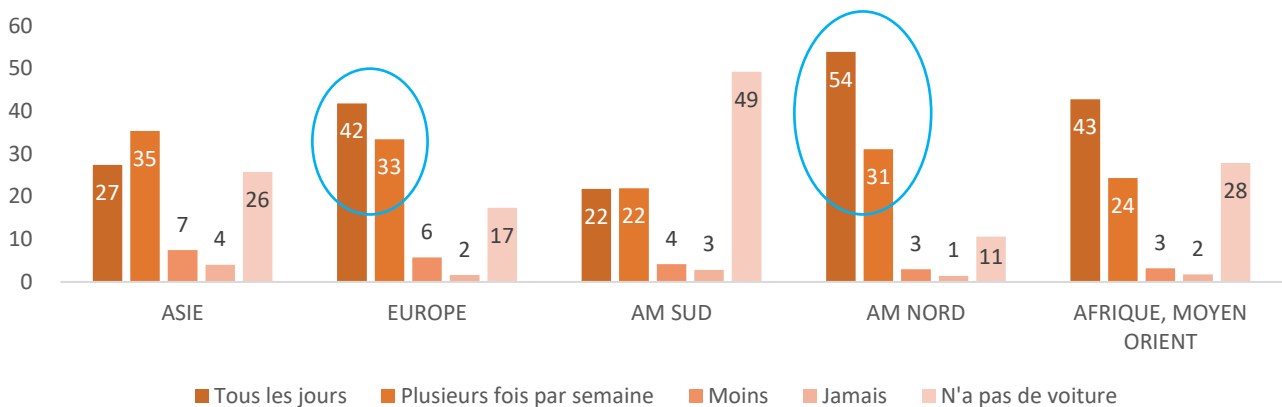
5. Une tolérance limitée aux contraintes sur les modes de déplacements, notamment en Europe

D'un côté, les gouvernements sont appelés à agir et à légiférer. De l'autre, **le niveau d'acceptabilité des mesures envisageables reste faible** quand leur impact sur les citoyens est très contraignant.

À l'échelle mondiale, les mesures ciblant **la voiture** sont celles qui recueillent l'acceptabilité la plus faible, certes souvent supérieure à 50%, mais rarement supérieure à 60% (63% pour le malus écologique). Autrement dit, assez loin des seuils de consensus nécessaires pour les faire adopter sans encombre par les gouvernants.

Mais c'est à **l'échelle européenne et nord-américaine** que les réticences apparaissent les plus vives. Un regard sur le taux d'utilisation de la voiture selon les continents suffit à expliquer ces résultats. 75% des Européens et 85% des Nord-Américains utilisent leur voiture au moins plusieurs fois par semaine, contre 62% des Asiatiques et 44% des Sud-Américains.

Tab. 9 - Fréquence d'utilisation de la voiture (déclaratif)



À l'échelle mondiale les mesures concernant la voiture sont jugées logiquement moins acceptables par les personnes y ayant recours quotidiennement ou presque, **mais la situation de dépendance à la voiture ne joue pas tant qu'attendu sur les réponses**. Une majorité des conducteurs quotidiens juge acceptable la limitation d'accès aux cœurs de villes (53%), ou l'interdiction de vente des voitures thermiques (55%).

La situation en Europe est très différente car les conducteurs réguliers y sont à la fois très nombreux et très réticents à toute mesure pénalisant l'automobile (Tab. 10). Sur l'interdiction des moteurs thermiques, par exemple, les Européens sont particulièrement peu enthousiastes (46% vs 58% dans le monde), alors que cette mesure est à l'agenda du Green Deal européen (mais le savent-ils ?). L'idée des péages urbains y est également très impopulaire (34%) et la limitation des centres urbains aux voitures hybrides ou électriques n'est soutenue que par 44%.

Tab. 10 - Acceptabilité des contraintes sur la voiture individuelle

% acceptable	Monde	USA	Europe
limiter l'accès des centres villes aux voitures électriques ou hybrides	55%	38%	45%
Rendre plus chères les énergies qui produisent du CO2, comme le gaz, l'essence...	53%	50%	42%
Instaurer un péage urbain à l'entrée des grandes villes	46%	37%	35%
Instaurer une taxe lors de l'achat d'un véhicule polluant	63%	54%	54%
Interdire la vente de voitures neuves à essence ou diesel d'ici 15 ans	58%	55%	47%

De la même façon, **les mesures qui ont un impact financier sont mal acceptées** : l'augmentation des taxes sur les déchets ménagers ou la taxe sur les billets d'avion ne sont acceptables qu'à hauteur respectivement de 51% et 48%. On note aussi, et assez logiquement, que les mesures contraignantes financièrement, comme **la taxe carbone**, sont mieux acceptées par les personnes à hauts revenus. Mais ce qui frappe de nouveau est la résistance européenne plus forte à cette taxe (50% contre 52% au global en 2020).

Une exception toutefois : **le malus écologique** qui frappe les voitures polluantes est entré dans les mœurs et est accepté par 63% (mais 54% en Europe...). Deux autres mesures semblent bien acceptées partout : **l'interdiction des vols de courte distance** quand le train est une alternative (65%) et l'obligation faite aux propriétaires **d'isoler leur logement** (61%).

Le niveau d'acceptation de la taxe sur les billets d'avion est le même entre les personnes prenant l'avion et celles ne le prenant jamais (48% dans les deux cas). Les « grands voyageurs », qui prennent l'avion 3 fois par an ou plus et correspondant à une population plus aisée que la moyenne et moins climato-sceptique, se montrent même légèrement plus favorables à cette mesure (50%).

6. Production d'électricité : tout faire pour remplacer les énergies fossiles

Partout dans le monde, **l'accueil réservé aux énergies renouvelables pour produire l'électricité est très consensuel** : plus de 70% des interviewés y sont favorables quand il s'agit de l'hydraulique, plus de 80% pour l'éolien et près de 90% pour le solaire.

À l'autre extrémité du spectre, le charbon n'est plus souhaité que par 25% ; mais s'il n'est plus une option en Europe, il est encore acceptable par 31% des Asiatiques et 36% des Africains et Moyen-Orientaux, qui dépendent encore beaucoup de cette énergie.

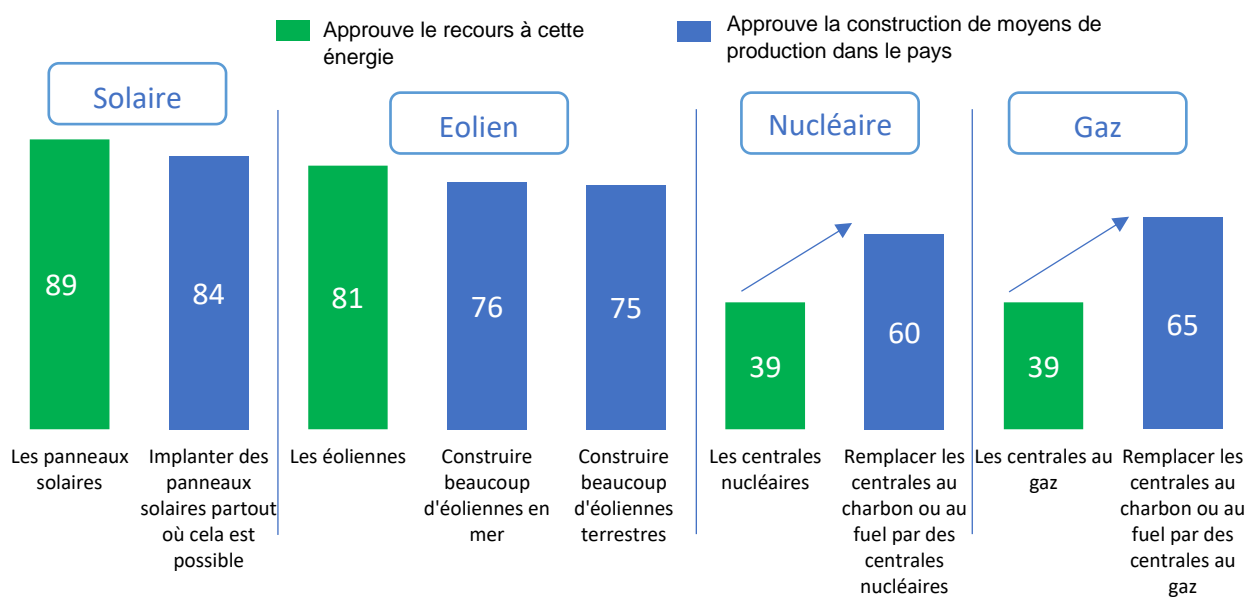
Le nucléaire et le gaz sont dans une situation intermédiaire : des majorités courtes (resp. 51% et 49%) désapprouvent leur usage, mais ils ont chacun leurs supporters (39%). Le nucléaire, en particulier, est le plus apprécié en Chine, Égypte, Inde, Suède, pays du Golfe, Russie...

Si l'on passe des positions de principe à la nécessité de construire différents types de centrales électriques « pour réduire les émissions de gaz à effet de serre », les opinions se montrent plus ouvertes.

- En ce qui concerne **le nucléaire**, le soutien à la construction de centrales comme substitut au gaz ou au charbon est majoritaire dans 26 des 30 pays interrogés. L'Allemagne et le Japon sont les seuls pays hostiles.
- En ce qui concerne **le gaz**, il est accepté également lorsqu'il remplace le charbon ou le fioul, avec de forts taux d'acceptabilité dans les pays du Sud.

L'objectif climatique convainc donc les personnes, a priori réticentes face ces technologies, de les accepter de façon pragmatique. La question climatique semble justifier un recours à toutes les technologies bas carbone disponibles, en y ajoutant le gaz lorsqu'il permet de renoncer au charbon ou au fioul.

Tab. 11 - Production d'électricité : comparaison entre l'image des différentes énergies de production et leur utilité perçue au service du climat



* * *